



Plan d'action de Doha sur l'utilisation de la police communautaire pour lutter contre l'extrémisme violent

Les réunions d'experts antérieures du GCTF sur la mobilisation communautaire (CE) et la police communautaire (COP) ont réuni des décideurs et des praticiens pour partager leurs expériences, bon nombre desquelles ont été intégrées dans le [Mémorandum d'Ankara sur les bonnes pratiques pour une démarche multisectorielle à l'égard de la lutte contre l'extrémisme violent](#) et dans [Les bonnes pratiques sur l'utilisation de la mobilisation communautaire et de la police communautaire pour lutter contre l'extrémisme violent](#), documents approuvés tous deux par les ministres du GCTF lors de la réunion ministérielle plénière de septembre 2013 à New York. Dans le cadre de la mission orientée vers l'action du GCTF, le présent plan d'action non contraignant dresse une liste d'exemples d'initiatives de police communautaire (COP) fondées sur l'état de droit qui offrent une approche axée sur les droits de l'homme que les membres et partenaires du GCTF intéressés pourront faire progresser aux fins de promouvoir la mise en œuvre de ces bonnes pratiques.

Ce plan d'action comprend une liste d'exemples d'activités bilatérales ou multilatérales concrètes que pourraient diriger et/ou parrainer les membres du GCTF et d'autres parties prenantes intéressées, parmi lesquelles *Hedayah*, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) des Nations Unies et ses entités pertinentes, ainsi que le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT). Les membres du GCTF et les autres parties prenantes sont encouragés à donner suite à ces initiatives et d'autres pertinentes, notamment celles liées à la mobilisation communautaire (CE) et à la COP énoncées dans [La lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la mobilisation communautaire en Afrique de l'Ouest : Programme d'action](#), établi par le Global Center on Cooperative Security (anciennement le Center on Global Counterterrorism Cooperation) avec le soutien du Danemark sous l'égide du Groupe de travail sur le renforcement des capacités de la région du Sahel du GCTF. Ce plan d'action renvoie également à l'initiative conjointe Maroc-Pays-Bas du GCTF sur les combattants terroristes étrangers, dans laquelle la police communautaire peut remplir le rôle essentiel de confronter efficacement la menace potentielle que ces combattants, lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine, peuvent présenter pour la sécurité nationale de ce pays. Les membres du GCTF sont invités à tenir informés les autres membres du Forum des mesures qu'ils prendront pour mettre en application ces initiatives ou d'autres du même ordre. Le Groupe de travail sur la lutte contre l'extrémisme violent du GCTF peut réexaminer et actualiser périodiquement ce plan d'action.

La mobilisation dans un contexte local - Initiatives possibles de répression de la criminalité

Initiatives d'ordre général à l'échelle de la communauté

- S'il y a lieu, organiser régulièrement des tables rondes, des consultations, des dialogues, des sondages ou des réunions avec les membres de la communauté pour instaurer la confiance et une meilleure compréhension.

Les initiatives en cours comprennent :

- **Belgique** : « *Cafés police* » - Des agents de police invitent une centaine de membres de la communauté, notamment des enseignants, des représentants des pouvoirs publics et des leaders culturels et religieux, à se rencontrer dans un lieu public neutre. Les participants débattent et notent les réponses à un ensemble de trois questions :

1. Quelle est la tendance majeure en matière de criminalité dans votre quartier ?
2. En tant que citoyen, comment puis-je contribuer à résoudre les problèmes locaux ?
3. Que peuvent faire la police et les autorités locales pour résoudre ces problèmes ?

Les participants changent de tables à tour de rôle, poursuivent la conversation et indiquent les problèmes qui leur semblent prioritaires. Grâce à cette méthode, les responsables des forces de l'ordre sont encouragés à penser aux membres de la communauté en tant que clients et à évaluer leurs besoins. Chaque « Café police » se termine par une synthèse des conclusions et une discussion concernant les prochaines étapes, avec l'engagement d'assurer un suivi des points abordés avec les membres de la communauté.

- **Canada** : *Table ronde transculturelle sur la sécurité* - Le gouvernement canadien s'est engagé dans un dialogue visant à prévenir et à contrer l'extrémisme violent au moyen de cette Table ronde et de ses activités d'information et de sensibilisation. En tant qu'outil de mobilisation citoyenne, la Table ronde transculturelle sur la sécurité procure aux pouvoirs publics un dispositif pour mobiliser un groupe varié de Canadiens issus de diverses régions et communautés du pays sur des questions de sécurité nationale. Par l'intermédiaire de consultations et de réunions, la Table ronde a communiqué aux décideurs politiques des aperçus concernant la perception des effets d'un certain nombre de propositions de politiques et de programmes liés à la sécurité nationale, notamment en matière de lutte contre l'extrémisme violent, par les membres des différentes communautés, ainsi que leur réaction à l'égard de ces mêmes propositions. Cette Table ronde a également établi deux sous-groupes sur la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre celui-ci aux fins d'élaborer des recommandations à l'attention du gouvernement concernant les besoins des communautés en matière d'efforts de prévention. Depuis 2009, elle a appuyé les activités de relations communautaires du gouvernement canadien. Ces derniers mois, des débats en profondeur avec certains jeunes ont été organisés au sujet de la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre celui-ci.
- **Colombie** : *Mesures des pouvoirs publics pour la paix* - Cette politique a été élaborée pour appuyer les personnes, familles et communautés dans leur mission de transmission des principes et des valeurs de la démocratie et de la coexistence, ainsi que pour procurer aux cellules fondamentales de la communauté les instruments adéquats en vue de résoudre pacifiquement les conflits, et pour augmenter la prestation de services aux familles en conflit et aux victimes de violence familiale au

moyen des efforts conjugués des institutions nationales et des autorités locales. À cet égard, l'Institut colombien pour le bien-être familial (ICBF) œuvre depuis 2003 à la mise en œuvre de cette politique sur le terrain par l'intermédiaire du Plan national de construction de la paix et de la coexistence familiale et offre une assistance technique aux départements et municipalités pour formuler et exécuter leurs propres projets.

- **Pays-Bas** : « *Balayage des quartiers* » - Des agents de police doivent élaborer un plan annuel d'activités auprès de la communauté, qui comprend l'identification des questions importantes pour cette communauté. Pour y parvenir, la police des Pays-Bas a mis en œuvre une méthode dite de « Balayage des quartiers » afin de déterminer les besoins des communautés spécifiques. L'une des principales difficultés de la police communautaire étant d'identifier des personnes qui représentent vraiment la communauté, le « Balayage des quartiers » peut contribuer à l'identification de ces personnes qui peuvent aider à déterminer les questions de sûreté et de sécurité les plus significatives pour la communauté.
- **Espagne** : *Conseils locaux de sécurité* - Différentes parties prenantes de la communauté rencontrent les forces de sécurité de l'État espagnol pour examiner les problèmes et inquiétudes et établir des plans pour lutter contre des problèmes précis ou apporter des solutions. Des représentants des autorités locales et du gouvernement national participent aux Conseils locaux de sécurité qui sont répartis à travers tout le pays. Parmi les responsabilités de ces conseils locaux, l'on compte : établir les formes et procédures nécessaires pour parvenir à coordonner efficacement les différentes forces de sécurité de l'État à l'intérieur de la municipalité, et analyser et évaluer l'évolution de la criminalité et d'autres problèmes qui peuvent influencer sur la vie quotidienne de cette municipalité.
- **Espagne** : *Évaluation des risques* - Le Centre national de coordination de la lutte contre le terrorisme est en train d'élaborer un nouvel outil permettant de mesurer les niveaux de radicalisation et le risque d'attentats terroristes. Cet outil sera en mesure d'identifier les groupes les plus vulnérables au sein de la population afin de faciliter l'adoption des mesures les plus à même de résoudre des situations problématiques ou d'en minimiser les conséquences.
- **Royaume-Uni** : *Opération Nicole* - C'est un exercice de simulation par DVD qui vise à faire tomber les barrières qui existent entre la police et les communautés musulmanes en expliquant les modalités selon lesquelles se déroulent les opérations de contre-terrorisme de la police. Ce processus décisionnel est appuyé par plusieurs experts nationaux dans le domaine des enquêtes liées au terrorisme et par des partenaires cruciaux tels que des enquêteurs supérieurs issus des cellules de lutte contre le terrorisme. D'une durée de cinq heures, cet exercice fait participer les groupes communautaires à la réflexion et au débat relatif à l'extrémisme dans le contexte du maintien de l'ordre et il dissipe certains des mythes existant au sujet des opérations de contre-terrorisme. Les agents de police peuvent également se rendre compte des effets de telles opérations sur les diverses communautés.

- **États-Unis** : *Incident Community Coordination Teams (ICCT, Équipes de coordination communautaires en cas d'incident)* - Les ICCT permettent une communication bidirectionnelle rapide entre le gouvernement fédéral et les communautés touchées à la suite d'un incident concernant la sécurité intérieure pour favoriser des échanges relatifs aux inquiétudes pertinentes et assurer la transparence.
- **États-Unis** : *Tables rondes sur l'extrémisme violent* - Chaque trimestre, les autorités américaines organisent des tables rondes sur l'EV dans 16 agglomérations des États-Unis pour recueillir des commentaires, examiner les plaintes et discuter de solutions possibles. Ceci permet non seulement de promouvoir la participation interinstitutionnelle et intersectorielle, mais procure également une plateforme pour évaluer l'efficacité des programmes de police communautaire et de lutte contre l'extrémisme violent pour procéder à des ajustements le cas échéant.
- **États-Unis** : *Community Awareness Briefing (CAB, Séance de sensibilisation communautaire)* - La CAB fournit l'occasion à des communautés variées et aux forces de l'ordre de renforcer la compréhension mutuelle et d'édifier des partenariats solides qui peuvent contribuer à identifier des comportements, des tactiques et d'autres indicateurs de violence potentielle. Les exposés effectués lors des CAB comportent une présentation complète de la question de l'extrémisme violent d'origine intérieure ainsi que du caractère prédateur du discours d'Al-Qaida sur la jeunesse des États-Unis. Tandis que les extrémistes violents de toutes obédiences tentent de recruter des personnes et de les inciter à commettre des actes de violence, les CAB peuvent aider les communautés et les forces de l'ordre à acquérir les connaissances nécessaires concernant certaines de ces tactiques et à rechercher des moyens de les contrer avant que cette question ne devienne un véritable problème au niveau local.
- **États-Unis** : *Community Resilience Exercise (CREX, Exercice de résilience communautaire)* - Le CREX est un exercice de simulation conçu pour renforcer la confiance, la compréhension et la communication entre les forces de l'ordre et les communautés, et pour favoriser l'échange d'idées sur les meilleurs moyens de prévenir l'extrémisme violent potentiel au sein de leurs communautés. Cet exercice emploie un scénario en évolution concernant des activités extrémistes violentes possibles sous deux angles : (1) le premier révélant ce que la police a appris et (2) le second révélant ce que vit la communauté. Les participants échangent leurs rôles tout au long de la journée afin de connaître les perspectives des uns et des autres. Basé sur de véritables affaires passées, ce scénario prend forme en plusieurs étapes, les participants se divisant en petits groupes après chaque étape pour débattre des réponses possibles et de la façon dont ils devraient collaborer (ainsi que des difficultés à le faire). Cet exercice est animé par quelqu'un qui bénéficie d'une bonne crédibilité auprès de la communauté et des pouvoirs publics.
- Affecter à la communauté un agent de liaison communautaire pour assurer une présence constante et instaurer la confiance.

- Mobiliser les entreprises privées, les organismes publics locaux et nationaux, les ONG, les milieux universitaires, les prestataires locaux de soins de santé, les travailleurs sociaux, les enseignants et les médias pour élaborer de nouveaux concepts et démarches, ainsi que pour collaborer.

Les initiatives en cours comprennent :

- **Canada : Modèle CAPRA** - Le CAPRA est un modèle de police communautaire utilisé par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), qui vise à assurer la prestation de services de qualité, la protection, le maintien de l'ordre et la prévention, en collaboration avec les clients/communautés. Ce modèle souligne l'importance des points suivants :
 1. Développer et entretenir des partenariats et des relations de confiance au sein des communautés afin de fixer des priorités en matière de prestation de services et de méthodes préventives de résolution de problèmes ;
 2. Comprendre les points de vue des clients sur des questions liées au travail pour établir des priorités et des partenariats éventuels en matière de prestation de services ; et
 3. Encourager les rétroactions régulières pour permettre des améliorations continues.
- **Canada** : La GRC est en train d'élaborer un programme de « formation de formateurs » en matière de lutte contre l'extrémisme violent (CVE) pour sensibiliser les agents de police de première ligne à l'égard des indicateurs de CVE, procurer des formations et des outils aux principaux partenaires, mobiliser des ressources communautaires et élaborer des tactiques applicables aux plans d'intervention adaptables au cas par cas. Cette initiative vise à faire progresser les priorités en matière de maintien de l'ordre, y compris de sécurité nationale, en tirant parti des moyens existants, des relations entretenues dans le cadre de la police communautaire et des partenariats améliorés afin de produire des programmes sociaux durables et de renforcer la résilience à l'égard de l'extrémisme violent, ce qui rendra l'environnement moins favorable à l'essor de l'extrémisme.
- **Pays-Bas : La Matrice** - C'est un outil dont se servent les autorités municipales et les agents de la police communautaire pour identifier, hiérarchiser et chercher à régler les questions de sûreté et de sécurité en partenariat avec les parties prenantes de la communauté (démarche multi-institutionnelle). Il s'agit d'un outil de COP destiné à réunir différents organismes dotés d'intérêts variés pour collaborer sur une question locale de sécurité. Il peut permettre de régler des problèmes connus de coopération entre différentes parties prenantes, tels que des objectifs et des visions, des cultures et des « langages » distincts selon les parties, aux fins de convenir d'une définition commune du problème et des résultats. Dans cette démarche, la contribution de chacun est clairement énoncée.

- **Qatar** : Programmes d'ordre général en matière de police communautaire - Le ministère de l'Intérieur collabore avec les citoyens et les expatriés afin de parvenir à un respect mutuel et une compréhension des normes culturelles, des lois et des pratiques religieuses, en soulignant que tout un chacun est un partenaire de la sécurité de l'État du Qatar. Les programmes de COP soulignent également l'importance de l'autonomisation et de l'inclusion de toutes les communautés. Le Qatar implique différentes communautés d'expatriés dans les fêtes et célébrations nationales et sollicite activement leur contribution.
- **Royaume-Uni** : Channel - Il s'agit d'une démarche multi-institutionnelle visant à protéger les personnes qui risquent d'être radicalisées. Ce programme emploie la collaboration existant déjà entre les autorités locales, les partenaires officiels (comme les secteurs de l'éducation et de la santé, les services sociaux, les services à l'enfance et à la jeunesse, ainsi que les services de prise en charge des délinquants), la police et la communauté locale pour :
 1. Identifier les personnes risquant de se faire entraîner dans le terrorisme ;
 2. Évaluer la nature et l'ampleur de ce risque ; et
 3. Élaborer le plan d'appui aux personnes concernées le plus adapté.
- Établir des mécanismes pour faciliter une meilleure communication entre les communautés et la police. Fournir de la documentation et des ressources aux personnes et aux communautés concernant les moyens de contacter la police locale.
- Assurer que la composition des organisations de répression de la criminalité reflète la diversité des communautés locales en prenant des mesures concrètes pour recruter des personnes issues de tous les milieux concernés.
- Envisager de changer le logo et le nom de la police, le cas échéant, afin de refléter un principe de « protéger et servir », plutôt que celui de service de sécurité uniquement.
- Établir des relations avec les médias pour favoriser les opportunités de faire connaître de façon proactive les programmes de police communautaire et la façon dont les organes de la police collaborent avec la communauté.

Initiatives axées sur les jeunes

- Encourager des liens avec la communauté dans son ensemble afin de faciliter les possibilités de mentorat pour les jeunes marginalisés ou à risque avec des responsables d'entreprises privées, des médias, des milieux universitaires et d'autres domaines.
- Organiser des concours pour favoriser la créativité des jeunes, consistant à mettre sur pied des campagnes soulignant les dangers de l'extrémisme violent et offrant d'autres solutions positives.

- Se rendre dans les établissements scolaires locaux pour entamer un dialogue avec les élèves sur des questions les concernant et leur exposer les menaces actuelles existant dans leur communauté ; faire participer d'anciens extrémistes violents et des victimes du terrorisme à ces activités de sensibilisation.

Les initiatives en cours comprennent :

- **Canada** : Le Programme de sensibilisation aux dangers de la drogue (DARE) de la GRC a pour objectif de sensibiliser les mineurs et les jeunes aux dangers de la drogue et à y résister dans les établissements scolaires et les communautés. Les jeunes à risque sont susceptibles d'être exposés à des opinions radicales violentes et de les adopter par la suite. Le programme Bouclier autochtone est conçu pour offrir des enseignements culturellement pertinents qui peuvent aisément être adaptés et amplifiés pour correspondre aux besoins de communautés précises et compléter les initiatives locales existantes. Dispensé de manière concertée, ce programme est dirigé par la communauté avec l'assistance de la police ; il a permis à de jeunes autochtones de reprendre contact avec leur culture et de ressentir de la fierté à l'égard de leurs racines tout en apprenant à faire des choix éclairés concernant la consommation de drogues et les activités qui y sont liées.
 - **Espagne** : *Célébration nationale de la journée de la Garde civile* - Une fois par an, la Garde civile organise des festivités dans de petites communautés de toute l'Espagne pour rassembler la communauté et les agents des forces de l'ordre. Elle organise aussi des programmes mensuels de sensibilisation en direction des écoles, en invitant les élèves dans ses locaux pour les informer au sujet de son histoire et de ses pratiques de lutte contre le terrorisme. C'est la Garde civile qui finance ces activités afin que tous les établissements scolaires puissent y prendre part quelles que soient leurs ressources.
 - **Espagne** : *Mobilisation de la Police nationale auprès de la jeunesse* - La Police nationale compte différents programmes de visites en milieu scolaire lors desquelles des agents font des exposés aux élèves sur la drogue, les dangers d'Internet et d'autres questions. En outre, les citoyens peuvent visiter les académies de la Police nationale. De plus, l'Espagne a créé en 2007 *PLAN CONTIGO* (préparer avec toi), dans le cadre duquel la Garde civile et la Police nationale ont construit le site Internet « Tuenti » pour contribuer à lutter contre la violence dans les écoles, une attention particulière étant accordée aux brimades, à l'utilisation d'Internet et à la consommation de drogue. Cette initiative est intégrée dans le *Plan directeur pour l'amélioration de la sécurité dans la vie et à l'école* de ce pays. À ce jour, 65 000 jeunes y ont participé et, par l'intermédiaire de « Tuenti », ils peuvent recevoir un appui, des informations et des conseils sur tout sujet de préoccupation.
- Lancer des compétitions sportives mettant en contact des personnalités sportives respectées de la communauté et des jeunes marginalisés ou à risque.

Initiatives axées sur les femmes

- Organiser des tables rondes et des réunions avec des mères pour établir des lieux sûrs et confortables où débattre de questions sensibles telles que les signes de radicalisation pouvant mener à la violence.

Les initiatives en cours comprennent :

- **Royaume-Uni : Réseau Shanaz** - Le réseau Shanaz est constitué de 50 femmes issues de milieux, d'ethnies et de religions différents, notamment de représentantes des 43 services de police de l'Angleterre et du Pays de Galles. Il est appuyé par plusieurs associations de femmes et organismes professionnels. Ses objectifs sont les suivants : (1) s'efforcer de traiter des idéologies auxquelles les terroristes ont recours pour rallier des partisans à leur cause ; (2) œuvrer pour soutenir les personnes susceptibles d'être vulnérables à la radicalisation ; et (3) œuvrer au renforcement des institutions à même de jouer un rôle dans la stratégie de lutte contre le terrorisme du Royaume-Uni. Le Réseau Shanaz rendra compte des progrès et les passera en revue sur un forum communautaire en ligne.

Initiatives axées sur les familles

Les initiatives en cours comprennent :

- **Colombie : Plan 'En jouant' et Plan 'Graines de la connaissance'** - Le Plan 'En jouant' est une stratégie conçue à l'intention des parents et des enfants dans les communautés à haut risque social pour leur enseigner les droits et devoirs des enfants et, au sein de la communauté, pour s'efforcer de faire des propositions afin d'améliorer leur situation et de créer de nouvelles opportunités de développement personnel. Le Plan 'Graines de la connaissance' est une stratégie conçue pour apprendre aux enfants et adolescents les conséquences de commettre un crime ou un délit. Il est scindé en deux programmes : l'un concerne les enfants et adolescents dans les écoles et centres d'apprentissage, et l'autre, destiné aux parents, leur apprend à expliquer ces conséquences à leurs enfants.
- **Royaume-Uni : Agents ressources communautaires** - Lorsque des mesures exécutives sont prises dans le cadre d'une enquête liée à une affaire de terrorisme, il est possible de rendre hostiles des membres de la famille et des amis. Ceci pourrait rendre ces personnes vulnérables à des influences radicales, les tenants de la radicalisation cherchant à exploiter toutes les doléances. La façon dont la famille est traitée peut également avoir des répercussions et influencer sur les relations dans l'ensemble de la communauté. Les agents ressources communautaires sont chargés de répondre aux besoins de la famille, de la tenir au courant de l'évolution de l'enquête, de traiter des questions telles que l'accès à des lieux ou à une propriété, de lui donner des conseils sur les questions liées aux médias et de lui apporter un soutien durant la procédure devant les tribunaux. Ces initiatives soutiennent la famille, évitent les malentendus et réduisent le risque que

l'arrestation engendre un sentiment négatif dans la communauté jusqu'à en faire un grief.

Programmes de formation

Pour la police

- Dispenser régulièrement des formations aux forces de l'ordre sur les paramètres de la police communautaire, l'importance d'instaurer la confiance et les cultures et coutumes des communautés au sein desquelles elles interviennent ; envisager d'institutionnaliser une culture de COP dans l'ensemble de l'infrastructure de la police et pas seulement de former les agents de première ligne ; élaborer des manuels de formation faciles à utiliser sur les indicateurs possibles de radicalisation et de recrutement à des fins de violence.

Les initiatives en cours ou prévues comprennent :

- **Canada** : Dispensée par la GRC, la formation d'agents d'information sur la lutte contre le terrorisme procure aux agents de première ligne et à d'autres premiers intervenants une formation de sensibilisation au terrorisme. Cette formation est également dispensée aux travailleurs de première ligne et aux ONG de tout le Canada. Forts de ces connaissances, les agents d'information sur la lutte contre le terrorisme sont en mesure d'informer et de former d'autres personnes sur leur lieu de travail, ce qui accroît ainsi la sensibilisation et la préparation opérationnelle en matière de terrorisme. Cette initiative a pour but de renforcer la sensibilisation à l'égard de la sécurité nationale parmi les premiers intervenants dans l'ensemble du pays de façon à ce qu'ils soient capables d'identifier les menaces à la sécurité nationale le plus tôt possible.
- **UE-CoPPRa** : Le programme de formation CoPPRa (Police communautaire et prévention de la radicalisation) vise à donner les moyens aux responsables policiers par l'intermédiaire de la COP de collaborer avec les communautés locales pour renforcer leur résilience vis-à-vis de la radicalisation et intervenir pour soutenir les personnes risquant de tomber dans l'extrémisme violent. Ce projet de l'UE a été mis en place alors que la présidence de l'UE était assurée par la Belgique en 2010 ; il est financé par la Commission européenne et a permis d'élaborer des outils pour prévenir des actes terroristes grâce à une détection précoce des signes avant-coureurs de radicalisation. Il prévoyait initialement la création d'un outil convivial et d'un cursus commun pour son utilisation en vue de soutenir les agents de police de première ligne dans leur travail quotidien pour détecter des terroristes, ainsi que pour identifier de bonnes pratiques et les échanger concernant les moyens d'endiguer la propagation de la radicalisation en étroite partenariat avec d'autres partenaires locaux. Par la suite, d'autres outils ont été établis, notamment un guide de poche et un cours de formation de formateurs, dont un guide destiné aux formateurs. Ces guides de poche ont été produits dans plusieurs langues pour

assister les agents de première ligne. Plus de 140 personnes dans toute l'Europe sont devenues des formateurs CoPPRa et 15 États membres, EUROPOL et le Collège européen de police (CEPOL) ont apporté leur concours à ce projet.

- **Hedayah** : *Formation sur la police communautaire* - Ce projet comporte toute une série de séminaires de formation qui :
 1. Procurent aux participants des stratégies clés pour intégrer les principes de COP dans les activités de la police en matière de lutte contre l'extrémisme violent ;
 2. Enseignent les méthodes que peuvent employer les organes de police pour évaluer à la fois les menaces que représentent les extrémistes violents pour leurs sociétés, et leurs capacités institutionnelles pour contrer ces menaces ; et
 3. Inculquer des connaissances concernant les outils et services pertinents aux efforts de CVE fournis par les organisations internationales.

- **Royaume-Uni** : *Apprentissage par l'immersion 'Hydra'* - De nombreux « examens de cas graves » au Royaume-Uni dans des environnements non liés à la lutte contre le terrorisme ont mené à préconiser la formation multi-institutionnelle comme perspective d'avenir. Historiquement, les organismes dispensent la formation au sein de leur propre institution et pour leurs propres agents. Ainsi, lorsque des organismes distincts s'unissent pour travailler sur un projet commun, des obstacles peuvent survenir concernant le langage employé entre eux, des décalages peuvent exister entre les prestations de services, et différentes conceptions du risque, de la responsabilité et de la vulnérabilité peuvent se présenter. Le Royaume-Uni utilise l'apprentissage par l'immersion, dans le cadre duquel tous les organismes sont représentés et des scénarios sont utilisés comme moyen d'étudier les questions et de les comprendre. Ces scénarios évoluent par l'ajout de nouvelles informations à mesure que l'exercice avance. Ces exercices sont conçus de façon à ce que les participants soient totalement « immergés » dans les scénarios. Cette méthode permet de créer un « contexte sûr d'apprentissage » dans lequel les réponses ne sont pas connues d'emblée et les participants peuvent réfléchir eux-mêmes aux questions et à leurs conséquences de façon à bénéficier d'un « véritable apprentissage ». La prévention du terrorisme étant une démarche multi-institutionnelle, ce type d'exercice est essentiel pour mobiliser tous les partenaires.

- **États-Unis** : *Stratégies communautaires de lutte contre l'extrémisme violent en Asie du Sud-Est* - Ce projet appuiera l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies provenant de la communauté pour stabiliser des zones vulnérables à l'extrémisme violent. Ces stratégies comprendront le mentorat et la formation d'agents des forces de l'ordre sur la mobilisation communautaire, la facilitation et l'atténuation des conflits, ainsi que les méthodes de communication avec d'autres parties prenantes. Par l'intermédiaire d'une coopération accrue entre les leaders

communautaires, les forces de l'ordre et les autorités locales, ce projet renforcera la résilience de la communauté par rapport à l'extrémisme violent en s'attaquant aux facteurs de l'instabilité de la communauté, de la privation des droits et de la marginalisation.

Pour la communauté

- Proposer des ateliers pour étudier les possibilités de participation des différents secteurs de la communauté, notamment de la police locale, aux efforts de sensibilisation communautaire.
- Fournir à la communauté de la documentation et des ressources concernant les signes de radicalisation et de recrutement pouvant mener à la violence, ainsi que les moyens de se mobiliser à cet égard.

Les initiatives en cours ou prévues comprennent :

- **Canada** : *Table ronde transculturelle sur la sécurité* - Cette Table ronde constitue un mécanisme par l'intermédiaire duquel le gouvernement du Canada collabore avec les communautés sur des questions liées à la sécurité nationale. Elle rassemble des citoyens qui sont des leaders dans leurs communautés respectives et possèdent une ample expérience des affaires sociales et culturelles. Ce groupe se réunit de façon formelle entre deux et quatre fois par an pour étudier des politiques et programmes, apporter des contributions et transmettre les inquiétudes des communautés sur des questions liées à la sécurité nationale. Ce dialogue favorise une meilleure compréhension des questions auxquelles sont confrontées les communautés. En partenariat avec les membres de la Table ronde transculturelle sur la sécurité et d'autres dirigeants communautaires, les pouvoirs publics organisent également des activités de sensibilisation intégrées à l'échelle fédérale dont l'objectif est d'accroître les connaissances des nouveaux arrivants au Canada et des jeunes au sujet du mandat et des tâches des différents services et organes chargés de la sécurité nationale, et de renforcer la confiance et la compréhension à l'égard de ces organismes. Ces séances permettent aussi d'informer les intervenants représentant les pouvoirs publics au sujet des questions et inquiétudes des participants eu égard à leur sécurité au Canada. Des séances destinées aux jeunes ont recours à des activités interactives afin de stimuler la participation et le débat entre eux et les responsables de la sécurité nationale.
- **Espagne** : *Formation à l'intention des communautés religieuses* - La direction générale adjointe des relations avec les différentes confessions religieuses collabore avec la Fondation Pluralismo y Convivencia (FPyC, pluralisme et coexistence) pour lancer une formation spécifiquement destinée aux communautés religieuses et aux administrations publiques locales et régionales, dans le but de promouvoir la gestion de la diversité religieuse au moyen d'une

connaissance plus approfondie des lois, des systèmes et des outils des instances religieuses et des différents aspects de la liberté de religion.